

Chronologie

Januar–März / janvier-mars 2014

Januar/janvier

10.01. Ein Auftrittsverbot für den wegen antisemitischer Äußerungen in der Kritik stehenden französischen Komiker Dieudonné M'bala M'bala schlägt in Frankreich hohe Wellen. Nach mehreren Aufrufen der Regierung an Frankreichs Bürgermeister, verbietet das höchste Verwaltungsgericht des Landes den ersten Auftritt seiner Tournee

in Nantes. Dieudonnés Anwalt reicht daraufhin eine Klage wegen Verletzung des Rechts auf freie Meinungsäußerung ein. Dieudonné war bereits in der Vergangenheit mehrfach zu Geldstrafen verurteilt worden.

14.01. Staatspräsident François Hollande stellt in einer Pressekonferenz die Schwerpunkte seiner politischen Reformagenda vor. Im Mittelpunkt

Chômage, inflation et croissance

Le premier trimestre de 2014 confirme la tendance générale des mois précédents sur le marché du travail en Allemagne : sur un an, le chômage baisse de 43 000 au mois de mars à 3,055 millions de sans emploi, soit une baisse de 0,2 %. La montée du chômage en janvier (+ 28 000), traditionnelle pour un mois d'hiver, est néanmoins plus faible que d'ordinaire. Au 1^{er} janvier, le chômage est passé en un an d'un taux de 5,3 à 5,2 %, cela représente un recul de 36 000 chômeurs sur l'année. Le nombre de chômeurs de longue durée est en baisse de 2 % sur un an. Pour 2013, l'Office fédéral des statistiques fait état par ailleurs d'un chiffre de 41,78 millions d'emplois rémunérés, le chiffre le plus élevé depuis la réunification de 1990 et qui constitue le 7^e record d'affilée.

La reprise de l'économie devrait confirmer la tendance pour l'année 2014. Le nombre d'indépendants est cependant légèrement en recul, les demandeurs d'emploi hésitent apparemment à créer leur propre entreprise. L'Agence pour l'Emploi recense quelque 450 000 postes vacants, notamment des emplois qualifiés dans la métallurgie, l'énergie, la construction mécanique, le tourisme et la gastronomie. Les agences de publi-

cité, les cabinets d'avocats et les gérants d'immeubles, ainsi que les sociétés d'étude de marché et les sociétés de conseil ont créé l'an dernier 98 000 emplois nouveaux, contre 49 000 dans l'industrie.

Autre statistique annuelle : l'inflation n'a été que de 1,5 % en 2013 – ce qui pour la Banque Centrale Européenne (BCE) est synonyme de stabilité des prix. La plus forte augmentation, selon un rapport publié le 21 janvier, touche les fruits et légumes, les journaux et magazines, ainsi que le tabac (+ 4,4 %), mais aussi et surtout l'énergie, avec une hausse de 11,9 % pour l'électricité, alors que le prix des carburants a baissé. Les prix de l'électronique grand public sont également à la baisse.

L'industrie allemande constate en janvier une augmentation de son chiffre d'affaires de 3 % en un mois, grâce à la progression des ventes hors zone euro (+ 6,7 %). La croissance de l'économie a malgré tout ralenti pour ne plus atteindre que 0,4 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'il était encore de 3,3 % en 2011 et de 0,7 % en 2012. C'est la croissance la plus faible depuis 2009, due en grande partie « *au ralentissement de la conjoncture mondiale* », comme l'indique le président de l'Office des Statistiques, Roderich Egeler, dans son rapport publié le 15 janvier.

Zusammengestellt von Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), und François Talcy, Journalist.

Etablie par Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), et François Talcy, journaliste.

steht der „Verantwortungspakt“, der eine Entlastung der Unternehmen in Höhe von 30 Milliarden Euro vorsieht: bis 2017 sollen die Unternehmen von bisherigen Sozialabgaben für Familienleistungen befreit werden. Im Gegenzug werden mehr Arbeitsplätze verlangt. Die Regierung plant zudem eine Reduzierung der öffentlichen Ausgaben um 50 Milliarden Euro zwischen 2015 und 2017. In diesem Zusammenhang steht die Gründung eines monatlich tagenden Strategischen Rats der öffentlichen Ausgaben. Auch eine Modernisierung des Steuersystems sowie eine engere Zusammenarbeit mit Deutschland stehen auf dem Programm. Eine Reform der Arbeitslosenversicherung wird ausgeschlossen.

Diplomatie au Proche-Orient

Le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, se rend en Israël le 12 janvier pour assister aux funérailles de l'ancien premier ministre Ariel Sharon, puis dans les territoires palestiniens dans le cadre de la 3^e réunion du comité de pilotage germano-palestiniens.

La chancelière et 13 des 15 ministres de son gouvernement participent le 24 février aux 5^e consultations germano-israéliennes à Jérusalem. Six nouveaux accords de coopération bilatérale sont signés. En présence du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, elle apporte son soutien à la médiation américaine de John Kerry et rappelle la position de l'Allemagne sur la paix dans la région, à savoir la solution à deux Etats avec reconnaissance réciproque des deux parties.

En 2015, l'Allemagne célébrera le 50^e anniversaire de ses relations diplomatiques avec Israël, nouées le 12 mai 1965.

14.01. Das nationale Statistikinstitut Insee veröffentlicht einen Bevölkerungsbericht, demzufolge Frankreich das schwächste Bevölkerungswachstum seit 2000 verzeichnet. Mit einem Wachstum von ca. 300 000 Menschen im Jahr 2013 bleibt die Fertilitätsrate dennoch eine der höchsten in Europa. Am 1. Januar 2014 leben 66 Millionen Menschen in Frankreich. Der Bericht zeigt weiterhin, dass die

Zahl der eingetragenen Lebenspartnerschaften ansteigt, während die der Eheschließungen weiter sinkt. 2013 waren zudem rund 7 000 gleichgeschlechtliche Ehen geschlossen worden.

15.01. Laut einem Bericht des Budgetministers Bernard Cazeneuve hatten seit Mitte 2013 etwa 11 000 Personen wegen Steuerhinterziehung Selbstanzeige erstattet und damit dem Staat schneller als erwartet 1 Milliarde Euro eingebracht. Das Budget 2014 sieht Einnahmen in Höhe von 2 Milliarden vor.

20.01. Nach Angaben von Innenminister Manuel Valls sind im vergangenen Jahr 3 250 Menschen auf französischen Straßen zu Tode gekommen, gegenüber 3 600 im Jahre 2012. Damit sei die Zahl der Verkehrstoten um 11 % gesunken und erreiche den tiefsten Stand seit Beginn der Aufzeichnungen. Ursachen der Verbesserung seien u. a. *„ein größeres Bewusstsein bei den Verkehrsteilnehmern, verstärkte Polizeipräsenz, verminderte Fahrgeschwindigkeiten sowie mildere Temperaturen“*, so Valls. Bis 2020 soll die Zahl der Verkehrstoten auf 2 000 sinken.

22.01. Die französische Nationalversammlung beschließt endgültig, politische Doppelmandate ab 2017 stark einzuschränken. Abgeordnete, Senatoren und Europaabgeordnete dürfen künftig keines der folgenden Ämter zusätzlich ausüben: Bürgermeister, Bezirksbürgermeister, stellvertretender Bürgermeister, Präsident oder Vizepräsident von Departementräten oder Regionalräten sowie von Exekutivräten und Versammlungen in Korsika und Übersee-Gebietskörperschaften. Weiterhin erlaubt ist es Abgeordneten und Senatoren, in Doppelfunktion die Mandate von einfachen Gemeinde-, General- und Regionalräten auszuüben. Im Jahr 2012 hatten 82 % der Abgeordneten und 77 % der Senatoren ein zweites Wahlamt inne. Der Durchschnitt in anderen europäischen Ländern liegt bei unter 20 %.

24.01. Papst Franziskus empfängt Staatspräsident Hollande erstmals zu einer Privataudienz im Vatikan. Im Mittelpunkt der Gespräche stehen internationale Krisen, die Zusammenarbeit zwi-

Activité diplomatique sur l'Ukraine

Alors que les manifestations contre le gouvernement s'amplifient à Kiev et font plusieurs victimes, la chancelière lance le 23 janvier un appel au président ukrainien Viktor Ianukovitch (qui avait refusé fin novembre 2013 de signer un accord d'association avec l'Union européenne), afin qu'il renonce à la violence face à la contestation et qu'il respecte les libertés démocratiques.

Le 13 février, le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, se rend à Moscou pour une visite de deux jours, au cours desquels il s'entretient avec son homologue russe Sergueï Lavrov, à la recherche d'une solution au conflit pour éviter l'escalade. Le 19, François Hollande et Angela Merkel, réunis à Paris à la veille du sommet des ministres des Affaires étrangères à Bruxelles, se prononcent en faveur de sanctions contre les initiateurs d'acte de violence qu'ils qualifient d'« inadmissibles et intolérables » au cours d'une conférence de presse commune. Après ce sommet de Bruxelles, Frank-Walter Steinmeier se rend avec ses collègues français (Laurent Fabius) et polonais (Radoslaw Sikorski) à Kiev pour s'entretenir avec l'opposition et le président ukrainien, alors que de violentes manifestations à Kiev ont fait près d'une centaine de victimes les 18 et 20 février sur la place Maïdan. Angela Merkel téléphone également à Julia Timochenko le 23 février, après le départ du président ukrainien, pour lui apporter son soutien et lui proposer des soins en Allemagne (elle se rendra à Berlin le 8 mars pour des examens).

Nouvel appel le 27 février : le chef de la diplomatie allemande et son homologue américain John Kerry déclarent à Washington vouloir inciter la Russie à jouer son rôle dans la stabilisation de l'Ukraine. Le 1^{er} mars, la chancelière demande au président de la Commission européenne, Manuel Barroso, de maintenir le contact téléphonique avec le président russe pour qu'il

respecte la souveraineté territoriale de l'Ukraine. Deux jours plus tard, Frank-Walter Steinmeier rencontre à Genève son homologue russe ainsi que le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, après une réunion extraordinaire à Bruxelles des chefs de diplomatie de l'Union européenne sur la situation en Crimée, « *la pire depuis la chute du Mur de Berlin* », estime le ministre allemand. Quant à Angela Merkel, elle téléphone à Vladimir Poutine pour lui signifier que le référendum voulu par Moscou en Crimée est illégal au regard du droit international. Berlin tient malgré tout à maintenir le dialogue avec Moscou en vue d'une solution diplomatique.

En visite dans les Etats baltes le 11 mars, le ministre des Affaires étrangères tente de rassurer les Estoniens, Lettons et Lituaniens qui craignent que la Russie ne cherche à élargir sa zone d'influence comme elle entend le faire en Crimée. Il leur rappelle le soutien solidaire de l'Allemagne, de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne. Il tient le même discours deux jours plus tard à Budapest, où a lieu une réunion du groupe *Visegrad* (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie).

Dans sa déclaration gouvernementale faite le même jour au *Bundestag*, Angela Merkel accuse la Russie de déstabiliser l'est de l'Ukraine, elle rappelle que la crise ne saurait être réglée militairement. La veille, 24 blessés des événements de la place Maïdan arrivent à Berlin pour y être soignés. Au lendemain du référendum de Crimée du 16 mars, Frank-Walter Steinmeier à Bruxelles demande l'envoi dans l'est et le sud de l'Ukraine d'une mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Il se rend le 21 à Kiev pour s'entretenir avec les nouvelles autorités mises en place et à Donesk, dans l'est du pays, pour renouveler le soutien européen après l'annexion de la Crimée par Moscou.

schen Kirche und Staat sowie aktuelle Fragen zur Familie, zur Bioethik, zum Klimawandel und zum Respekt religiöser Gemeinschaften. Auch Streitpunkte wie die gleichgeschlechtliche Ehe, Abtrei-

bung und Sterbehilfe werden angesprochen. Im Hinblick auf den Bürgerkrieg in Syrien bittet Hollande den Papst, Vertreter des syrischen Oppositionsbündnisses im Vatikan zu empfangen.

25.01. François Hollande und seine Lebensgefährtin Valérie Trierweiler trennen sich. Hollande hatte bereits im Vorfeld Probleme in der Beziehung eingeräumt. Mitte Januar hatte eine im Magazin *Closer* veröffentlichte Fotostrecke über eine angebliche Affäre Hollandes mit der französischen Schauspielerin Julie Gayet hohe Wellen geschlagen. Trierweiler war daraufhin wegen Depressionen für einige Tage stationär im Krankenhaus behandelt worden.

26.01. Bei einer Demonstration gegen die Politik von Staatspräsident Hollande werden in Paris mehr als 150 Teilnehmer festgenommen und 19 Polizisten verletzt. An der Kundgebung nehmen nach Polizeiangaben rund 17 000 Menschen teil. Der Protest richtet sich in erster Linie gegen den von Hollande angekündigten Verantwortungspakt.

27.01. François Hollande reist als erster französischer Staatschef seit 22 Jahren zu einem Staats-

besuch in die Türkei. In Ankara ruft er in Erinnerung, dass in Frankreich vor dem EU-Beitritt der Türkei eine Volksabstimmung darüber vorgesehen sei. Mit Blick auf die Beitrittsverhandlungen mit der EU bezeichnet Hollande unter anderem die Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der Justiz als große Herausforderungen für die Türkei.

27.01. Nach Angaben des Arbeitsministeriums erreicht Frankreich mit 3,3 Millionen Arbeitslosen im Dezember 2013 ein neues Rekordniveau (10,9 %). Im Bereich der Jugendarbeitslosigkeit zeichnet sich mit einem Rückgang von 0,3 % eine leichte Entspannung ab. Insgesamt ist die Quote mit 24 % jedoch weiterhin hoch. Das größte Problem bleiben nach wie vor die Langzeitarbeitslosen (42 % der bei der Arbeitsagentur registrierten Personen). Die Zahl der Jobsuchenden steigt im Januar noch einmal um 8 900.

Sortie de route

Après les révélations de la presse sur des enquêtes manipulées lors de la remise du prix *Ange jaune* (pour la voiture préférée des automobilistes), Michael Ramstatter, rédacteur en chef de la revue *Motorwelt*, et directeur de la communication du plus grand automobile-club d'Allemagne, *Allgemeiner Deutscher Automobil-Club* (ADAC), présente le 18 janvier sa démission, suivi le 10 février par le président du club, Peter Meyer. La direction avoue que ces pratiques ont été utilisées pendant toutes ces dernières années.

L'ADAC, qui a été fondé en 1903, a certes 18,73 millions d'adhérents, et pratiquement autant d'abonnés à la revue, ce qui fait de lui le plus grand automobile-club d'Europe et la plus grande organisation privée d'Allemagne. Mais face aux réponses trop peu nombreuses envoyées par les lecteurs, *Motorwelt* avait non seulement grossi les statistiques (le résultat fait état de 34 299 participants au lieu de 3 409), mais aussi modi-

fié l'ordre des préférences. Les constructeurs *Mercedes*, *BMW* et *Volkswagen* remettent aussitôt en cause la valeur de ce prix, décerné tous les ans, ce qui constituait jusqu'ici une forme de publicité pourtant appréciable. Plus de 180 000 adhérents résilient leur contrat avec l'ADAC au cours des deux mois suivants.



Les enquêtes menées auprès de l'ADAC indiquent par ailleurs que certains tests menés par l'automobile-club, considérés comme une référence auprès des acheteurs, ont également été faussés. Le prix aujourd'hui contesté ne sera plus décerné à l'avenir, en raison du manque de confiance provoqué par cette affaire. *L'Ange jaune* devait son nom à la couleur des véhicules de dépannage et d'assistance médicale de l'ADAC.

Le quotidien de Munich, *Süddeutsche Zeitung*, à l'origine de ces révélations, précise par ailleurs que les équipes de dépannages touchaient des primes, lorsqu'elles fournissaient aux automobilistes en panne, parfois contre leur gré, des batteries fabriquées spécialement pour l'ADAC.

L'affaire Edathy

Accusé de posséder des photos pédophiles achetées sur un site canadien, le député social-démocrate Sebastian Edathy dément toutes allégations, démissionne de ses fonctions le 7 février, mais reste dans le collimateur des services de police qui perquisitionne son bureau et son logement le 11 février. On apprend deux jours plus tard que les dirigeants du SPD étaient au courant de ces suspicions dès le mois d'octobre 2013, alors que le parti négociait sa participation au futur gouvernement de coalition. Le ministre de l'Intérieur, Hans-Peter Friedrich (CSU), a alors jugé nécessaire d'informer discrètement le président du SPD, Sigmar Gabriel, pour éviter que Sebastian Edathy obtienne un poste de ministre, ce qui mettrait le gouvernement en difficulté si les accusations étaient avérées. Certains soupçonnent aussi le ministre en exercice d'avoir voulu écarté son concurrent social-démocrate, qui avait présidé depuis 2012 la Commission d'enquête parlementaire sur les agissements des groupes terroristes néo-nazis, ce qui lui avait valu le respect des députés. Quoiqu'il en soit, Sigmar Gabriel, une fois averti, informe aussitôt le président du groupe parlementaire SPD, Frank-

Walter Steinmeier (aujourd'hui ministre des Affaires étrangères), et Thomas Oppermann, secrétaire général parlementaire du même SPD.

Aussitôt, l'opposition (*Die Linke* et les libéraux) demande la démission du ministre, lui reprochant la divulgation d'informations qui a éventuellement gêné le travail de la justice. Les enquêteurs découvrent que les ordinateurs et quelques disques durs ont disparu dans les locaux de Sebastian Edathy, ce qui suppose que le député avait donc été mis au courant. Le 14 février, Hans-Peter Friedrich, devenu ministre de l'Agriculture, donne sa démission, mais c'est Thomas Oppermann qui est dans la ligne de mire des chrétiens-sociaux de Bavière qui n'acceptent pas que l'un des leurs (Friedrich) soit sacrifié à cause des « bavardages » d'un député SPD (Oppermann) qui n'a pas respecté les consignes initiales de discrétion. L'affaire rebondit le 28 février, lorsque l'on apprend que le député Oppermann avait téléphoné au chef de l'Office de criminalité (BKA) pour en savoir plus, tenu par le secret. Une commission d'enquête parlementaire doit faire la lumière sur ce dossier, qui relance le débat sur la pédophilie et le marché de photos de jeunes enfants nus sur Internet.

28.01. Ein bislang geheimgehaltenes Treffen zwischen dem deutschen Arbeitsmarktreformer Peter Hartz und dem französischen Präsidenten François Hollande sorgt in Frankreich für Wirbel. Der Elysée-Palast bestätigt ein „*informelles Gespräch*“, widerspricht jedoch den Gerüchten, dass Hartz ein Berater Hollandes für Sozialreformen sei.

28.01. Die Nationalversammlung verabschiedet in erster Lesung ein Gleichstellungsgesetz, mit dem Ungleichheiten zwischen Männern und Frauen im privaten, beruflichen und öffentlichen Bereich besser bekämpft werden sollen. Das Vorhaben beinhaltet u. a. eine Verlängerung des Erziehungsurlaubs bei Inanspruchnahme durch den zweiten Elternteil, eine Liberalisierung des Abtreibungsrechts sowie Maßnahmen zur verstärkten

Gleichstellung in Unternehmen, Verbänden und in der Politik. Im Kampf gegen die Verbreitung sexistischer Stereotypen erhält die oberste französische Medienbehörde erweiterte Eingriffsmöglichkeiten. Auch sollen Schönheitswettbewerbe mit Kindern unter 16 Jahren verboten werden.

29.01. Ein vom Erziehungs- und Frauenrechtsministerium gemeinsam lanciertes Pilotprojekt mit dem Titel ABCE de l'Égalité, das an 275 Grundschulen zum Abbau von Stereotypen zwischen Mädchen und Jungen beitragen soll, sorgt für Aufregung und landesweiten Unterrichtsausfall wegen fernbleibender Schüler. Die Kritiker des Projekts wehren sich mit einem Boykottaufruf an Eltern gegen die Verbreitung der sogenannten Gender-Theorie, nach der das Geschlecht von Jungen und Mädchen kulturell und

Le procès de Uli Hoeneß

Condamné le 13 mars à trois ans et demi de prison ferme par le parquet de Munich pour fraude fiscale de 27,2 millions d'euros, le président du *Bayern* de Munich, Uli Hoeneß, 62 ans, démissionne de ses responsabilités au sein du club de football bavarois, champion d'Allemagne pour la 24^e fois.

Il s'était lui-même dénoncé début 2013 (mais pour une fraude de 3,55 millions « seulement ») en espérant devancer les révélations de la presse et ainsi profiter de la clémence des juges. Mais malgré cette procédure, c'est l'ampleur du scandale qui surprend jusqu'à ses plus fervents supporters. Procureur et avocats décident rapidement de ne pas faire appel. Dès le début du procès, Uli Hoeneß avoue les faits, révèle même l'existence de deux comptes en Suisse alors inconnus des enquêteurs, sur lesquels il avait accumulé des sommes équivalentes à 18,55 millions d'impôts non payés. Mais après un nouveau calcul, ce sont en réalité 27,2 millions d'euros qui auraient ainsi échappé au fisc.



Grâce à un prêt et une caution accordés en 2000 par l'homme d'affaires suisse d'origine française, le président d'Adidas, Robert Louis-Dreyfus (qui venait d'entrer au capital du *Bayern*), Hoeneß avait pu placer plus de 15 millions d'euros en Suisse pour pouvoir spéculer sur des actions et des monnaies – plus de 33 000 opérations auraient été ainsi effectuées.

Le 14 mars, la chancelière exprime son respect à Uli Hoeneß d'avoir accepté le verdict des juges et de nombreuses personnalités de tous bords rendent hommage à son sens des responsabilités. Le dirigeant du *Bayern*, ancien joueur vedette de cette célèbre équipe bavaroise, compte parmi les footballeurs de légende des années 70, comme Franz Beckenbauer (le *Kaiser*) et Karl-Heinz Rummenigge.

L'affaire relance le débat sur la répression contre la fraude fiscale en Allemagne, le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, proposant notamment de rehausser l'amende forfaitaire pour les fraudes de plus de 50 000 euros.

nicht biologisch festgelegt wird. Hauptinitiatorin ist die französische Autorin Farida Belghoul, die mit ihrer Bewegung (*Journée de retrait de l'école*) Eltern nahelegt, aus Protest einen Tag pro Monat die Kinder nicht in den Unterricht zu schicken.

31.01. Das Mitte Dezember 2013 beschlossene Gesetz zur Modernisierung der Territorialverwaltung tritt in Kraft. Metropolregionen wie Paris, Lyon oder Marseille aber auch andere Ballungsräume mit sich überlappenden Zuständigkeiten von Gemeinden, Departements und Regionen können künftig in wichtigen Fragen als eine Art Großraumverband tätig werden. Zudem soll die Effektivität des öffentlichen Handelns durch eine stärkere Abgrenzung der Kompetenzen von Regionen und Departements gesteigert werden. Das Gesetz ist das erste von drei Vorhaben zur weiteren Dezentralisierung Frankreichs.

31.01. François Hollande und Großbritanniens Premierminister Cameron treffen sich in Oxfordshire zu einem ersten bilateralen Gipfel. Einigkeit herrscht insbesondere bei Fragen der Verteidigung. Geplant sind u. a. die gemeinsame Entwicklung einer Kampfdrohne und eines unbemannten Schiffes zur Minenabwehr sowie eine gemeinsame Militärübung. Großbritannien sichert Frankreich zudem mehr logistische Hilfe für den Einsatz in der Zentralafrikanischen Republik zu. Große Uneinigkeit herrscht hingegen hinsichtlich der Erwartungen beider Länder an die Europäische Union.

31.01. Innenminister Manuel Valls zieht eine positive Bilanz der französischen Zuwanderungspolitik 2013. Insgesamt konnten mehr Fälle von Schleuserkriminalität aufgedeckt und die Anzahl der Rückführungen gesteigert werden. Die Rück-

kehrhilfen für Europäer seien um 80 % gesunken und auch die illegale Besetzung von Lagern sei zurückgegangen. Insgesamt gab es 14 % mehr Einbürgerungen. Aufenthaltsgenehmigungen für Wissenschaftler und Forscher stiegen um 30 %, für Studenten um 7 %.

Februar/février

02.02. Zehntausende Menschen demonstrieren in Paris und Lyon gegen ein für April geplantes Familiengesetz der Regierung. Der Protest richtet sich insbesondere gegen das Recht für Lesben auf künstliche Befruchtung und die Legalisierung der Leihmutterchaft, Punkte, die in dem Familiengesetz aber nicht vorkommen. Geplant ist hingegen u. a. die Stärkung der rechtlichen Stellung von Stiefeltern bei der Erziehung der Kinder ihrer Lebenspartner. Zu den Protesten aufgerufen hatte das Bündnis *Manif' pour tous*, das bereits hinter den Massenprotesten gegen die Einführung der Homo-Ehe gestanden hatte. Am 3. Februar stoppt die Regierung die Pläne für ein neues Familiengesetz vorerst.

04.02. 20 Jahre nach dem Völkermord in Ruanda wird erstmals in Frankreich einem ruandischen Ex-Offizier der Prozess gemacht. Pascal Simbikangwa soll laut Anklage zu dem Völkermord an der Minderheit der Tutsi aufgehetzt und diesen mitorganisiert haben. Bei dem Genozid waren 1994 etwa 800 000 Menschen getötet worden. Die ruandische Regierung hatte Frankreich lange Zeit vorgeworfen, die Verantwortlichen des Völkermordes unterstützt zu haben. Simbikangwa war 2008 auf der französischen Insel Mayotte festgenommen worden, danach aber nicht an Ruanda ausgeliefert worden.

04.02. Die französische Regierung stellt ihren dritten Anti-Krebs-Plan für den Zeitraum 2014–2018 vor. Im Mittelpunkt des Aktionsprogramms in Höhe von 1,5 Milliarden Euro steht eine Reduzierung der sozialen Ungleichheiten im Zusammenhang mit der Krankheit, die immer noch Haupttodesursache in Frankreich ist. Die soziale Lage der Patienten sei stärker als in anderen westlichen Ländern ein entscheidendes Kriterium

für den Krebstod, so Hollande. Jährlich sterben in Frankreich 150 000 Patienten an Krebs. Die Kosten für das Gesundheitssystem belaufen sich dabei auf 14 Milliarden Euro pro Jahr.

07.02. François Hollande nimmt als einziger europäischer Staatschef in Tunis an den Feierlichkeiten zur Annahme der neuen Verfassung in Tunesien teil. In seiner Rede würdigt er die neue Verfassung als wegweisend für andere Staaten. Der Text zeige zugleich, dass „*Islam und Demokratie miteinander vereinbar sind*“, so der Präsident.

Réparations

Le président Joachim Gauck effectue le 6 mars une visite en Grèce, qui préside le Conseil européen. Cette visite est marquée par une controverse sur les revendications de la Grèce qui réclame à l'Allemagne, au titre des réparations pour les crimes commis par la *Wehrmacht* pendant la Seconde Guerre mondiale, la somme de 162 milliards d'euros, chiffre estimé par des organisations non-gouvernementales.

La revendication est formulée par le président grec Korolos Papoulias, mais rejetée aussitôt par son homologue allemand qui entend partager la position du gouvernement, selon laquelle le dossier est désormais classé.

Joachim Gauck se rend le 7 mars dans la localité de Lingiades, où en 1943 plus de 80 personnes avaient été tuées par des soldats allemands. Il demande pardon au nom de l'Allemagne.

10.02. Der Staatspräsident reist als erster Staatschef seit 18 Jahren zu einem offiziellen Staatsbesuch in die Vereinigten Staaten. Zum Auftakt besucht Hollande gemeinsam mit Präsident Obama den Landsitz des US-Gründervaters Thomas Jefferson, der als ehemaliger US-Botschafter in Paris als Vordenker der amerikanisch-französischen Freundschaft gilt. Im Mittelpunkt ihrer Gespräche stehen unter anderem die Atomverhandlungen mit dem Iran und das geplante Freihandelsabkommen zwischen der EU und den USA. Zudem unterzeichnen beide Länder ein ge-

meinsames Abkommen für eine Mars-Mission im Jahr 2016. Zum Abschluss besucht Hollande das amerikanische High-Tech-Zentrum Silicon Valley.

11.02. In seinem jährlichen Bericht zur Lage der öffentlichen Finanzen kommt der Rechnungshof zu dem Schluss, dass die Steuereinnahmen aufgrund einer noch schwächeren Konjunkturlage um bis zu sechs Milliarden Euro geringer ausfallen könnten als von der Regierung vorhergesagt. Auch die Umsetzbarkeit der geplanten Ausgaben senkung wird angezweifelt. Zudem sei nicht sicher, dass die Neuverschuldungsquote wie geplant auf 3,6 % des Bruttoinlandsprodukts (BIP) reduziert werden könne. Der Rechnungshof räumt ein, dass das Defizit 2013 über 4,1 % liegen könnte.

La découverte de l'Amérique

La Bibliothèque d'Etat à Berlin présente au mois de mars 2014 les carnets de voyage rédigés par Alexander von Humboldt (1769-1859) lors de ses voyages en Amérique, entre 1799 et 1804 (il était accompagné du naturaliste français Aimé Bonpland).

Ce sont près de 4 000 pages de lettres, notes et cartes, réunis en neuf volumes, qui ont été acquises par la Fondation du Patrimoine culturel prussien, après avoir été mises en vente par un héritier du célèbre voyageur. Les notes sont en allemand ou en français. Le ministère allemand de la Recherche va financer un vaste projet interdisciplinaire pour l'étude approfondie de ces carnets.

13.02. Die Nationalversammlung verabschiedet ein Gesetz zur Stärkung der Verbraucherrechte, welches u. a. Verbraucherschutzorganisationen künftig das Recht auf Gruppenklagen im Bereich der Veräußerung von Gütern und wettbewerbswidrigen Praktiken einräumt. Zu den Maßnahmen gehören weiterhin die Möglichkeit einer einfacheren Auflösung von Versicherungsverträgen, eine Verdoppelung der Widerrufsfrist für Einkäufe im Internet von sieben auf 14 Tage sowie die Einführung einer Lieferungsfrist innerhalb von 30 Tagen nach der Bestellung. Um Fälle von Wirtschaftsbetrug verstärkt zu ahnden, wird

außerdem eine transparentere Ausweisung der Herkunft und Produktionsweise von industriellen Produkten eingeführt.

13.02. Die Nationalversammlung verabschiedet endgültig ein Gesetz zur grundlegenden Neuordnung der Vorstadtpolitik. Ziel ist es, Wohnverhältnisse, Armut und Arbeitslosigkeit in den sozialen Brennpunkten besser zu bekämpfen. Neu ist u. a., dass das Einkommen der Bewohner künftig das einzige Kriterium für die Hilfsbedürftigkeit darstellt. Damit kommen nur noch 1 300 (statt bisher 2 500) Stadtteilen Hilfen zugute. Insgesamt werden 20 Milliarden Euro für die Stadterneuerung mobilisiert.

14.02. Angesichts der anhaltenden Gewalt in der Zentralafrikanischen Republik verstärkt Frankreich mit zusätzlich 400 Soldaten seine Militärpräsenz – auf damit 2 000. Ein Teil der Soldaten soll später der geplanten EU-Truppe für Zentralafrika unterstellt werden. Am 26.02. stimmt die französische Nationalversammlung mit großer Mehrheit parteiübergreifend einer Verlängerung der *Opération Sangaris* um weitere vier Monate zu.

15.02. Nach einer Stagnation im Jahr 2012 wächst das französische Bruttoinlandsprodukt 2013 aufgrund eines stärkeren vierten Quartals um insgesamt 0,3 % und somit um 0,1 % mehr als angenommen. Grund ist die zum Ende des Jahres 2013 um 0,5 % gestiegene Binnennachfrage. Auch die Exporte nehmen zum Ende des Jahres mit 0,2 % leicht zu. Einen maßgeblichen Anteil an den Exporten haben 2013 die Bereiche Agrar- und Lebensmittel, Arzneimittel und Luftfahrt. Mit einem Zuwachs von 3,3 % trägt der Agrar- und Lebensmittelsektor am meisten zum Exportwachstum bei.

17.02. Staatspräsident Hollande und Premierminister Ayrault stellen sich bei einem Gipfel des *Comité stratégique de l'attractivité* im Elysée-Palast der Kritik internationaler Unternehmen und Investoren. Anlass für das Treffen geben die rückläufigen Investitionen ausländischer Unternehmen in Frankreich. Zu den geplanten Zielen der

Feu vert pour l'Euro

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe rejette le 18 mars les plaintes déposées par quelques députés et économistes euro-sceptiques (allant de l'extrême-gauche au vice-président du parti chrétien-social de Bavière en passant par une association de quelque 37 000 plaignants) à propos du traité instituant depuis décembre 2010 le Mécanisme européen de Stabilité (MES) et le pacte budgétaire. Les juges estiment que ce traité est bien conforme à la Loi fondamentale de l'Allemagne fédérale et que malgré les engagements financiers pris par Berlin (190 milliards d'euros), l'autonomie budgétaire du *Bundestag* est suffisamment préservée.

Pour le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, ce verdict « *renforce la crédibilité et instaure la confiance* ». Déjà en septembre 2012, la Cour constitutionnelle avait rejeté les recours, ce qui avait permis la ratification du MES. Néanmoins, le *Bundestag* doit être informé des dossiers confidentiels du Mécanisme. Les juges de Karlsruhe, déjà appelés à quatre reprises depuis 2010 à statuer à chaque plan de sauvetage de la

zone euro, sont restés fidèles à eux-mêmes, précisent que le *Bundestag* reste le lieu de décision sur les recettes et les dépenses, même en ce qui concerne les engagements internationaux et européens. Les obligations de paiement prévisibles doivent être évaluées dans le budget et la limite de 190 milliards est imposée désormais à l'engagement allemand au sein du MES.

L'Allemagne est le plus gros contributeur, elle peut engager jusqu'à 190 milliards d'euros d'argent public sous forme de garanties. Le MES peut prêter jusqu'à 500 milliards d'euros aux pays en difficulté de la zone euro.

Quant au dossier de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE), il est renvoyé devant la Cour de Justice de l'Union européenne à Luxembourg, qui devra trancher sur la question controversée du programme de rachat d'obligations émises par les pays membre de la BCE – une opération monétaire qui avait été annoncée en 2012, mais qui n'a jamais été appliquée. A elle seule, la menace avait permis de désamorcer la crise de l'euro.

Regierung gehören u. a. die Förderung der Ansiedlung von Unternehmen aus Schwellenländern, eine dezentrale Unternehmensansiedlung, sowie die Steigerung der Attraktivität für innovative und forschungsstarke Unternehmen.

19.02. Bundeskanzlerin Angela Merkel reist in Begleitung zahlreicher Minister zu einem deutsch-französischen Gipfel nach Paris. Bei dem Thema „Verteidigung“ und der Bewertung der Lage in Syrien, Iran und Afrika herrscht Einigkeit. Die Bundesregierung willigt ein, die deutsch-französische Brigade zur Unterstützung der französischen Truppen in Mali einzusetzen. Auch hinsichtlich der Energiewende sei man sich einig. Geplant sind u. a. die Gründung einer Plattform, die die Nutzung und Speicherung erneuerbarer Energien vorantreiben soll, sowie eine engere Zusammenarbeit bei Kapazitätsmärkten. Vor den Europawahlen im Mai soll zudem der gemeinsame Entwurf einer Finanztransaktionssteuer vorgestellt werden.

21.02. In der französischen Gedenkstätte am Mont-Valérien gibt Staatspräsident Hollande bekannt, die sterblichen Überreste von vier herausragenden Persönlichkeiten der französischen *Résistance* ins *Panthéon*, der Ruhstätte großer Nationalhelden, überführen zu wollen. Die Würdigung der vier Widerstandskämpfer Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Pierre Brossolette und Jean Zay und die Überführung ihrer sterblichen Überreste sollen am 27. Mai 2015 am Nationalen Tag der *Résistance* stattfinden.

21.02. Die französische Regierung gründet den staatlichen Bergbau-Konzern *Compagnie nationale des mines de France* (CMF). Dieser soll den Abbau von Bodenschätzen im In- und Ausland, insbesondere in Südamerika, Zentralasien und Afrika, vorantreiben. Frankreich benötige das Metall Lithium für Elektrobatterien und den Halbleiter Germanium für GASFaserkabel. Aber auch Diamanten, Gold und Uran seien von großem na-

tionalem Interesse, so Industrieminister Arnaud Montebourg.

27.02. Die Nationalversammlung beschließt das Gesetz über die Reform der beruflichen Bildung und Weiterbildung, das auf der Umsetzung einer Vereinbarung von Arbeitgebern und Gewerkschaften vom 14. Dezember 2013 beruht. Die Reform erkennt der Qualifizierung der Beschäftigten einen zentralen Stellenwert zu, vereinfacht die Finanzierung der Maßnahmen und führt zu einem kostensparenderen Mitteleinsatz. Erst Mitte Februar hatte das Arbeitsministerium bekanntgegeben, dass die Anzahl der unterzeichneten beruflichen Ausbildungsverträge im Jahr 2013 mit einer Abnahme um 8 % den seit 2005 niedrigsten Stand erreicht. Die Unternehmen begründen diese Entwicklung insbesondere mit dem Rückgang staatlicher Ausgaben.

März/mars

06.03. Mehrere Affären um Ex-Präsident Sarkozy sorgen in Frankreich für Wirbel. Im Verfahren wegen einer mutmaßlichen Wahlkampfspenden-Affäre im Jahr 2007 wird nun auch gegen unerlaubte Einflussnahme der Justiz ermittelt. Bei einer Abhöraktion von Telefongesprächen hätten sich Hinweise darauf ergeben, dass Sarkozy versucht habe, Nachforschungen über die Ermittlungen die Justiz auf unerlaubte Weise zu beeinflussen. Darüber hinaus werden vertrauliche Gespräche Sarkozys aus dessen Amtszeit als Präsident veröffentlicht. Der frühere enge Berater Sarkozys, Patrick Buisson, hatte bei Treffen heimlich ein Diktiergerät mitlaufen lassen. Neben Gesprächen aus Sarkozys Privatleben, werden auch Mitschnitte über politische Sticheleien und abfällige Bemerkungen über Parteifreunde und Minister veröffentlicht.

17.03. Zum ersten Mal seit 1997 treten im Großraum Paris Fahrverbote wegen starker Luftverschmutzung in Kraft, nachdem die Alarmstufe für Feinstaubpartikel an fünf aufeinanderfolgenden Tagen überschritten worden war. Von dem Verbot sind Autos, Lastwagen und Motorräder betroffen. Ausgenommen sind Elektro- oder Hy-

bridautos, Fahrzeuge mit mindestens drei Insassen sowie professionell genutzte Wagen wie Taxis. Die Regelung wird am 18.03. nach einer deutlichen Besserung aufgehoben.

18.03. Mit einem Aktionstag protestieren französische Gewerkschaften gegen mögliche Einschränkungen im Rahmen des von der Regierung geforderten Verantwortungspaktes mit Unternehmen. Die Arbeitnehmer befürchten einen massiven Stellenabbau und Einkommensverluste.

24.03. Bei der ersten Runde der Kommunalwahlen in Frankreich schneidet der *Front National* (FN) mit 7 % stark ab. Die Partei ist in 328 von insgesamt 6 455 Kommunen in der Stichwahl vertreten und kommt in 21 Kommunen auf den ersten Platz. FN-Generalsekretär Steeve Briois schafft den Einzug ins Rathaus der nordostfranzösischen Stadt Hénin-Beaumont mit einer absoluten Mehrheit von 50,3 % bereits im ersten Durchgang. Auch die konservative Opposition UMP erzielt mit insgesamt 48 % teils klare Erfolge. Die sozialistische Regierungspartei erleidet hingegen mit 43 % eine herbe Niederlage. Erstmals finden aus Mangel an Kandidaten in 64 kleinen Kommunen keine Kommunalwahlen statt.

26.03. Der chinesische Präsident Xi Jinping reist zu seinem ersten Staatsbesuch nach Frankreich, im Zeichen des 50. Jubiläums der französisch-chinesischen Beziehungen. Insgesamt werden 50 Verträge im Wert von 18 Milliarden Euro unterzeichnet, darunter der Einstieg des Autokonzerns *Dongfeng* beim französischen Hersteller *PSA-Peugeot-Citroën*. Dieser sieht vor, dass *Dongfeng* im Zuge einer Kapitalerhöhung um drei Milliarden Euro für 800 Millionen Euro einen Anteil von 14 % übernimmt. Der französische Staat steigt ebenfalls mit 14 % ein. Der Anteil der Peugeot-Familie schrumpft von 25 auf 14 %.

28.03. Bei der zweiten Runde der Kommunalwahlen beziffern sich die Wahlergebnisse auf 0,06 % für die extreme Linke, 40,57 % für die sozialistische Partei (PS), 45,91 % für die konservative Partei (UMP) sowie 6,48 % für den rechtsextremen *Front National* (FN). Dabei sind zehn

Städte mit mehr als 100 000 Einwohnern vom linken ins konservative Lager gewechselt, ebenso 40 Städte mit 30 000 bis 100 000 Einwohnern und 105 Städte mit 9 000 bis 30 000 Einwohnern. 14 Kommunen mit mehr als 9 000 Einwohnern haben für einen Kandidaten des FN gestimmt. Neue Bürgermeisterin von Paris wird Anne Hidalgo, die sich mit 54,5 % der Stimmen gegen ihre konservative Konkurrentin Nathalie Kosciusko-Morizet durchsetzt. Premierminister Jean-Marc Ayrault gesteht am Wahlabend „eine Niederlage für die Regierung“ ein und bedauert die

niedrige Wahlbeteiligung (63,70 %). Am 31.03 tritt er mit seinem Kabinett zurück. François Hollande beauftragt den neuen Premierminister und früheren Innenminister Manuel Valls mit der Regierungsbildung (siehe die Analyse in dieser Ausgabe).

31.03. Nach den endgültigen Zahlen des nationalen Statistikamts Insee beläuft sich das öffentliche Defizit zum 31. Dezember 2013 auf 4,3 % des BIP und liegt damit über den im November 2013 geäußerten Erwartungen der Regierung

Les cent jours de la GroKo

Cent jours après sa formation en décembre 2013 après de longues négociations, la Grande Coalition (*GroKo*) dresse le 26 mars un premier bilan de son travail : réforme des retraites, salaire minimum, création d'un « agenda numérique » pour l'industrie, rapport sur la main-d'œuvre qualifiée, transition énergétique, diplomatie, lutte contre la fraude fiscale... Sans oublier son rôle dans la recherche d'une solution à la crise en Ukraine, en concertation avec les autres pays européens.

Le porte-parole du gouvernement avait révélé le 6 janvier que la chancelière, Angela Merkel, devrait renoncer à plusieurs rendez-vous pendant environ trois prochaines semaines, suite à une chute en ski de fond pendant ses vacances de fin d'année en Engadine en Suisse. Lors de plusieurs déplacements (à Paris et à Bruxelles par exemple), la chancelière se déplace avec des béquilles, mais le plus discrètement possible pour éviter d'éventuels rapprochements abusifs avec l'état de la Grande Coalition. Les premières semaines sont en effet marquées par quelques grincements de dents entre le parti chrétien-démocrate (CDU) de la chancelière, le parti social-démocrate (SPD) de son ministre de l'Énergie, Sigmar Gabriel et le parti chrétien-social de Bavière (CSU).

Dès début janvier, le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier (SPD), accorde une interview au quotidien de Munich *Süddeutsche Zeitung*, entretien au cours duquel il

durcit le ton sur la question de l'immigration, tout spécialement depuis l'ouverture des frontières à la Roumanie et à la Bulgarie. Il reproche à la CSU de vouloir remettre en cause la liberté du choix de résidence, qui est à son avis un élément indispensable de l'intégration européenne, dont l'Allemagne, « *peut-être plus que d'autres* », a profité. Son ministre d'Etat Michael Roth (également SPD) ajoute même que la CSU n'a rien compris à l'Europe. Le président du parti, en sa qualité de vice-chancelier, tente de calmer le jeu en concédant les difficultés que rencontrent certaines villes qui accueillent les immigrés de l'Est de l'Europe.

Dans sa déclaration gouvernementale du 29 janvier, Angela Merkel se félicite de voir que la crise européenne des dettes est certes sous contrôle, mais elle regrette encore le manque de coordination des politiques économiques de l'Union européenne. Selon elle, l'union monétaire doit être accompagnée d'une véritable union économique, ce qui suppose un renforcement des institutions européennes et des traités.

Lors du conseil des ministres du 12 mars, le gouvernement adopte le projet de loi de finances pour 2014 et les orientations budgétaires pour 2015 et les trois années suivantes. Pour la première fois depuis 46 ans, le budget de l'Allemagne doit revenir à l'équilibre en 2015. Berlin devrait chercher avant tout à stabiliser les dépenses, tout en investissant dans l'éducation, la recherche et les infrastructures de transports.

(4,1 %) sowie den Einschätzungen der Europäischen Kommission vom Februar 2014 (4,2 %). 2012 hatte das Staatsdefizit noch bei 4,9 % gelegen. Der Anteil der öffentlichen Schulden am BIP liegt bei 93,5 %, gegenüber 90,6 % Ende 2012. Der Defizitabbau belegt den verantwortungsbewussten Umgang mit den öffentlichen Finanzen,

so Finanzminister Moscovici. Die Wachstumsprognose der Kommission für Frankreich ist mit 1 % sogar etwas optimistischer als die Haushaltsannahmen der Regierung, die von einem Wachstum von 0,9 % ausgehen. Die Voraussage der Kommission für das Defizit 2014 liegt mit 4,0 % dagegen über den Regierungsannahmen von 3,6 %.

Personalialia

Pierre Lescure, Mitbegründer des französischen Privatsenders *Canal+*, wird am 9. Januar zum neuen Präsidenten des Filmfestivals von Cannes gewählt. Er übernimmt das Amt nach der nächsten Ausgabe des Filmfestivals im Mai 2014 vom bisherigen Präsidenten Gilles Jacob. Lescure hatte 1984 zusammen mit dem Unternehmer und Politiker André Rousselet *Canal+* gegründet und von 1994 bis 2002 die Führung des Unternehmens übernommen. Dabei hatte er unter anderem den Kauf der Universal-Studios durch *Canal+/Vivendi* organisiert.

Mgr. Reinhard Marx, archévêque de Munich-Freising depuis 2008 et cardinal depuis 2010, est élu le 12 mars président de la Conférence épiscopale allemande au cours de l'Assemblée générale des évêques à Münster. Le pape François lui avait confié quelques jours plus tôt la coordination du nouveau Conseil économique du Vatican. Il est également président de la Commission pour les questions de société au sein de la Conférence épiscopale allemande. Il succède à Mgr. Robert Zollitisch, archévêque de Freiburg, 75 ans, qui avait renoncé à une nouvelle candidature en raison de son âge.

Mgr. Franz-Peter Tebartz-van Elst, évêque de Limbourg depuis 2008 et qui en octobre 2013 avait présenté sa démission au pape François, perd ses fonctions épiscopales le 26 mars. Le souverain pontife accepte en effet la démission suite aux nombreuses critiques depuis 2011. Il est reproché à l'évêque nommé en 2008 d'avoir rénové sa

résidence pour quelque 40 millions d'euros, soit six fois plus que le prix initialement prévu. La presse a fait ses choux gras de révélations sur une baignoire de 15 000 euros et des robinets en



or, une chapelle privée de quelque 3 millions d'euros et un jardin de plus de 780 000 euros. Il est accusé par ailleurs d'avoir menti sous ser-

ment sur les frais occasionnés par un voyage en Inde en première classe. Depuis le 23 octobre 2013, l'évêque de 55 ans avait été suspendu de ses fonctions épiscopales par le Souverain pontife. Après un entretien avec le pape le 28 février 2014, la Congrégation pour les évêques publie les résultats de son enquête. De nombreux manifestants avaient exprimé auparavant leur colère face aux abus de leur évêque.

Verstorben

Alain Resnais, Filmregisseur, stirbt in Paris am 1. März im Alter von 91 Jahren. Der Altmeister des französischen Films und einflussreiche Vertreter der *Nouvelle Vague* hatte im Februar bei der Berlinale den Alfred-Bauer-Preis für die Theateradaption *Aimer, boire et chanter* (Lieben, Trinken und Singen) gewonnen. Mit seinem Debüt *Hiroshima, mon amour* aus dem Jahr 1959 hatte er das Kino revolutioniert.